

L'ÉVÉNEMENT

L'information est un droit

Prix
500 CFA

Bi-Hebdo des couplées

N° 02 du 26 novembre 2012

Paraissant les Lundi et Jeudi du 19 au 5 décembre 2012

MALI

Le Mujao fait la nique au médiateur Burkinabè

P.7

Edito

Nous sommes à mi-parcours du 2 décembre. Des échos qui nous reviennent du terrain, les partis font preuve étonnamment de sérénité, malgré le niveau inégal des moyens de campagne. Officiellement ils ont tous le même objectif stratégique, gagner les élections, mais chacun devrait raisonnablement se contenter des résultats de ses moyens. En attendant de voir comment se présentera la distribution des élus, arrêtons-nous sur quelques absences remarquées à cette campagne. Pour la première fois depuis 1992, des personnalités de premier plan du parti au pouvoir ne prennent pas partie aux compétitions. C'est d'abord Roch Marc Christian Kaboré, innamovible président du CDP depuis 1999. Réélu sans discontinuer député depuis 1992. Il est aussi le seul à avoir cumulé deux mandats de président de l'Assemblée nationale. L'absence d'un tel homme laisse forcément un trou. Idem pour Salif Diallo, l'ex fidèle parmi les fidèles de Blaise. Depuis

Mais où sont passés nos dinosaures politiques ?

Par Germain B. NAMA

2008, il est absent de la politique active. Sans lui, la sauce électorale au Nord manque singulièrement de piment. Simon Compaoré, le truculent maire de Ouagadougou, 17 ans de pouvoir communal. C'est l'homme aux formules taillées dans le marbre. On lui doit notamment la formule *Tuuk guilli* (tout rafler électoralement en langue mooré). Il fut en effet, un des artisans des grandes victoires électorales du CDP. Il est aphone comme les autres dans cette campagne, bien qu'il s'en défende. On était habitué à ses bruyantes harangues qui galvanisaient le petit peuple de Ouagadougou, à ses envolées provocatrices et amusantes parmi les gens des marchés et yaars. Quel sera l'impact de ces absences sur l'électorat CDP ? On le saura dans moins d'une semaine.

Manque aussi à cette campagne, la stature oppositionnelle de Hermann Yaméogo. Va-t-on vers un nouvel équilibre politique avec l'avènement de nouvelles classes émergentes ? On verra bien si le verdict du 2 décembre permettra de répondre pleinement à cette question. Il y a chez les populations, une quête pressante, non seulement en termes de renouvellement du personnel politique mais surtout du discours et du comportement politiques ■

SONDAGE

À MI PARCOURS

Quel parti délivre un message clair ?

CDP : 32%
UPC : 28%

P.5

Sondage
L'Événement/Index-BF
du 24 novembre
à Ouagadougou

LE SAVIEZ-VOUS ?

FRANCOIS COMPAORE s'appelle aussi Cheik Oumar Masri !

P.3



Pour s'attirer les votes des musulmans, il a ressuscité le prénom pris à l'occasion de son mariage avec Sala



SIMON COMPAORÉ

Un de mes regrets : «n'avoir pas réussi à chasser les «bordels» de Ouaga»

P.6

Cashfast

LOCAL MONEY TRANSFER

UBA

United Bank for Africa

Transfert rapide d'argent à travers le Burkina à partir de 500Fcfa!

- Rapide
- Fiable
- Moins cher



▾ Généralité

UBA CashFast est le produit de transfert rapide d'argent disponible dans tout le réseau d'agence de la BIB à travers le Burkina Faso.

▾ Les avantages

- Sécurité : Les cartes à gratter empêchent le piratage de la transaction ;
- Rapidité : La transaction peut être bouclée en deux secondes ;
- Pas de restriction : Le produit est ouvert aux titulaires de compte ou non titulaires.

▾ Conditions pour envoyer de l'argent

- Avoir une pièce d'identification valide (passeport, carte d'identité, permis de conduire) ;
- Remplir un formulaire d'envoi ;

■ Afrique

■ Londres

■ New York

■ Paris

PROGRAMMES CROISÉS Couac avec Soumane Touré

Par Newton Ahmed Barry

A l'écran il a vieilli. Le grand « étalon » s'est vouté sous le poids de l'âge, mais le caractère n'a pas pris une ride. Le trublion Soumane a fait encore parler de lui. A l'émission parrainée par le CSC, diffusée le 22 novembre, n'appréciant pas les questions du duo animateur, Thiombiano-Traoré, il s'est levé et a

voulu quitter le plateau. Il a fallu la diplomatie de Oualli (UPC), pour le faire asseoir. Il trouvait les questions pas appropriées à l'élection. Il n'a peut-être pas tort.

Le format de l'émission pose problème, surtout quand la plupart des partis à l'émission sont de l'opposition. C'était le cas ce 22 novembre. Il



Soumane Touré du PITJ

Le lion rugit et le CDP tremble !

On peut affirmer que l'UPC de Zéphirin DIABRE a marqué une victoire psychologique en ces moments de campagne. Sa stratégie d'affichage qui a consisté à inonder les lieux stratégiques dès les premières heures de l'ouverture des campagnes a fait mouche. Un fait constant, lors des rassemblements du parti au pouvoir, les orateurs ne peuvent s'empêcher de ressasser les propos suivants : «*La place d'un lion c'est au zoo*», «*la photo du lion là que vous voyez partout là ressemble au monsieur là lui-même*», «*ramenons le lion là en brousse*». Ainsi donc la majorité est bien consciente qu'il y a le lion en face et ne cesse de greloter. Ce samedi 24 encore les orateurs qui se sont succédés devant le

microphone à l'occasion du meeting des jeunes, élèves et étudiants ont bien illustrés cette trouille. Le représentant des étudiants a dans son discours invité ses camarades cdpistes «*à ne plus raser le mur à l'université et dans les différentes cités*». Et pour vraiment rompre avec cette attitude les étudiants ont «*exigé des moyens*» et la présence plus affirmée de leur parrain François Compaoré. Message reçu cinq sur cinq, puisque les billets verts (5000f) et rouges (10 000f) ont inondé séance tenante l'assistance. Avec François, ya pas de «*kinka yika*», c'est «*en même temps c'est mieux*» ■

Hamidou TRAORE

Béa est satisfaite !

La tantie des médias est heureuse de ses bouaillies à mi-parcours. Même les politiciens ont reçu des fleurs. Il semble qu'ils ne se sont pas envoyés des noms d'oiseaux. Quoique là, la tantie est peut-être inquiète pour rien, puisque la police des partis ne rentre pas dans ses prérogatives. En ce qui concerne les médias, la presse privée semble la plus légaliste, même si Tantie ne l'a pas dit ouvertement. A force de nous traumatiser et de laisser la bride libre aux médias du gouvernement, c'est avec les Pascal et les Abou Bakr qu'elle a des soucis aujourd'hui. Ça lui apprendra à ne pas aimer du même amour «*ses propres enfants*» ■



Béatrice Damiba, présidente du CSC

NAB

LE SAVIEZ-VOUS ?

FRANCOIS COMPAORE s'appelle aussi Cheik Oumar Masri !



L'Événement

Assalamou aleikoum, ya «*Cheik Oumar Masri François COMPAORE*». C'est en ces termes que le frère cadet du président du Faso a introduit son allocution devant la masse de commerçants ce vendredi 23 novembre dans la cour de la maison du peuple. Ceux qui doutaient que monsieur François est musulman, peuvent s'en convaincre maintenant. Cette manière de saluer qui est propre aux musulmans adressée aux commerçants n'est pas fortuite. On le sait, la grande majorité des commerçants burkinabè sont musulmans, c'est aussi un électorat considérable. Et il faut le séduire. C'est Nicolas

Hamidou TRAORE

fallait non pas reproduire, les deux types d'émissions «*5 minutes*» et «*message de candidat*», mais faire une vraie émission thématique qui mette face à face, la mouvance présidentielle et les partis de l'opposition. En ce moment, le débat peut s'instaurer. Le principe du contradictoire peut se manifester. A défaut, on assiste à un autre «*5mn*» pour convaincre avec beaucoup plus de temps.

Les journalistes devraient être aussi, du point de vue des questions, très précis. Il faut les mêmes questions et peut-être les mêmes relances. Il y a trop d'improvisations, ce ne devrait pas être le cas. Penser formuler les questions de telle sorte que tous les protagonistes n'aient pas de difficulté à répondre. Proposer des synthèses quand, c'est parfois le cas, les interlocuteurs sont d'un niveau bas. En dehors de cela, l'égalitarisme en cette matière n'apporte pas forcément une plus value au débat. Or c'est l'effet recherché.

L'approche thématique avec des interlocuteurs qui ont des propositions qui s'entrechoquent et les émissions deviennent d'un apport certain pour l'instruction du citoyen. Soumane n'a pas tort. Comment discuter avec des interlocuteurs qui ne savent rien du fonctionnement du parlement. Des gens qui promettent de fonctionnariser tous les mécaniciens, tous les maçons de notre pays ? Qui n'ont rien compris à la question de l'éducation et l'importance des langues nationales qui ignorent jusqu'à la bonne prononciation des concepts. Cela n'élève pas la politique. C'est devenu trop ridicule ■

Humeur de la campagne

Ca devient vraiment insupportable de voir des zigs et des gugusses débiter des «*âneries*» pendant la campagne électorale. La politique ce n'est quand même pas ça ? Surtout que nous sommes sur le satellite. Imaginez-vous l'ahurissement d'un étranger qui tombe sur ça. Des gens qui ont du mal à prononcer «*justice*» ?

Cette comédie a assez duré. Il faut mettre de l'ordre dans tout ça. Les campagnes politiques sont l'occasion de débats et de brassage d'idées. Avec la pléthore de gugusses qu'on a, on ne peut rien faire de sérieux. 75 partis ? Ça fait pas sérieux ! Ce n'est sûrement pas pour la politique, au sens noble, que tout ce monde se bouscule au portillon, quand s'approchent les élections. Avez-vous déjà entendu, le point de vue du MFA, du MPA sur une question intéressant la vie de la nation ? Avec la campagne, MFA nous dit qu'il va fonctionnariser tous les mécaniciens. Mais

Arrêtons le cirque

Par Newton Ahmed Barry

pourquoi pas les paysans aussi ? Le MPA lui se plaint de ce que les 1 800 000 fcfa reçus pour la campagne sont insuffisants. Qu'a-t-il fait pour mériter autant d'argent cadeau ? Le fait de créer un parti politique, ouvre-t-il droit à l'argent public ? Si c'est le cas, alors tous nous serons au rendez-vous du prochain scrutin ? Créer un parti, c'est la chose la plus facile à faire.

Franchement ça ne peut pas continuer. Il faut redonner à la politique sa noblesse. Au nom de la liberté, on ne peut évidemment refuser le récépissé à quelqu'un. Par contre on peut contingerter l'accès aux deniers publics.

Il faut arrêter de préfinancer les campagnes électorales. Si quelqu'un pense qu'il a quelque chose à proposer aux burkinabè, qu'il le fasse d'abord à ses frais. Si l'affaire intéresse un nombre consistant de citoyens, alors l'Etat commence à s'intéresser à lui. Mais de toute façon, un parti qui est seulement dans une ou deux provinces, ne peut pas avoir droit à l'argent public.

Il faut incontestablement que les partis se prononcent sur cette question. Le CDP laisse faire pour deux raisons. Au début, il avait peur de se retrouver seul à compétir. Les partis représentatifs menaçaient de boycotter les scrutins. Alors le CDP avait suscité des satellites. A présent, il continue de laisser faire, pour infantiliser toute l'opposition et se présenter comme celui qui vole au dessus du lot.

Les partis sérieux, devraient exiger qu'on mette fin à cette plaisanterie qui ne nous honore pas ■

Les mots de la Campagne



Courtesy de Faso.net

« Nous pensons que nous sommes bien placés pour faire un bien meilleur politique. Nous sommes des politiques nés. Nos grands-parents ont quitté la direction du pays en lui laissant toutes ses richesses. Mais aujourd'hui, nous assistons à un bradage de ces richesses et rien ne prouve que ce serait le cas si la chefferie traditionnelle était encore aux affaires. » ■

Poé Naaba Tanga
Ministre du mogho naaba
Candidat UPC,
2^e tête liste Kadiogo



L'Événement

« Si vous votez des voleurs, ne vous étonnez pas qu'ils vous volent » ■

Me Sankara
lors de son meeting à Banfora



« En politique la vérité et le mensonge portent le même pagne » ■

Un citoyen de Fada

LES VICTIMES DE LA JUSTICE

Soulama à Banfora et Lassané à Gourcy

Le contentieux des listes électorales a fait de grandes victimes. Deux cas sont symptomatiques de cette situation. Celui du maire sortant de Banfora, Soulama Souleymane et celui de Lassané Sawadogo à Gourcy

Le maire sortant de Banfora, Souleymane Soulama, avait tout pour réussir. Débauché par le patron du CDP à Banfora, Léonce Koné, il avait devant lui un boulevard, pour reconquérir l'hôtel de ville. La justice saisit d'un contentieux sur les listes, par l'UPC, a brisé ses rêves. Du coup, son parti qu'il a déserté, le RDB, pourrait, hasard du sort, garder la mairie, avec quelqu'un d'autre. Le fondateur du parti, Mamadou Koné, dont le décès en cours de mandat, avait permis à Soulama d'accéder au fauteuil de bourgmestre, se serait dit-on vengé de la trahison de son

poulain. Pour sûr, cette désertion n'aura porté bonheur à aucun des dissidents. Sur les 15 conseillers qui avaient suivis Soulama, seulement 5 avaient été positionnés sur les listes du CDP qu'ils ont rejoint. Avec l'invalidation par la justice de la liste du parti, les cinq bienheureux sont aussi sur les carreaux. Ceux des conseillers RDB qui sont restés fidèles à leur parti, devraient sans difficulté retrouver leur siège.

À Gourcy, c'est l'exact contraire qui s'est produit, avec le concours de la justice. La liste CDP conduite par Lassané Sawadogo avait la bénédiction des militants de base. Mais Ouagadougou a préféré Tahéré Ouédraogo, le truculent époux de la belle mère nationale, Alizeta Gando. Les deux listes CDP invalidées par la CECI Gourcy ont été jugées au TGI de Ouahigouya, à l'initiative de l'UNIR/PS. Le juge, écoutant son intime intérêt, a choisi la liste



Lassané Sawadogo

incomplète et déposée en deuxième position de Tahéré Ouédraogo. Lassané Sawadogo et les siens sont donc obligés de regarder à la télé la campagne.

La justice aura joué un rôle important dans les préparatifs de

ces couplées. L'après scrutin, au regard de ce que l'on entend actuellement ne devrait pas y déroger ■

M Z

Que deviendra Alain Traoré ?

Le ministre de la communication est deuxième sur la liste des législatives dans les cascades derrière Léonce Koné. Conscient qu'il lui sera difficile de se faire élire, l'homme multiplie les meetings. La tâche paraît ardue. Il a en face le RDB bien implanté dans la province. La Comoé a deux députés.

Les observateurs expliquent pourtant que si le CDP a encore une assise dans la province aujourd'hui c'est grâce à lui. Léonce Koné et Benoît Ouattara ne peuvent plus convaincre grand monde. Léonce est malgré tout tête de liste, malgré son classement calamiteux par la base. Il était



Courtesy de Faso.net

arrivé 3^e. Mais, l'homme est un militant fiéffé de la FEDAP/BC. Cela fait évidemment les affaires du RDB qui trouve que le terrain n'a jamais été aussi propice : « En 2007, Léonce était DG de la BACB et Benoît Ouattara ministre du commerce. Tout le gotha du monde économique était là pour les soutenir. Kanazoé, Alizéta Ouédraogo, Barro Guegueneba. Malgré tout, on les a battus ». Salif Barro du RDB, qui s'en délecte, regrette l'occasion manquée de se mesurer au CDP aux municipales « C'était une occasion pour nous de leur montrer qu'on peut les battre. Raison pour laquelle nous avons fermé les yeux sur les irrégularités de leurs listes » ■

M Z

« En 30 mois, le PAREN change le Burkina »

Le fondateur du PAREN était face à ses militants ce dimanche 25 novembre au Palais de la jeunesse et de la culture Jean Pierre GUINGANE. Toujours égal à lui-même. Dans un discours fougueux, il a tenu à préciser dès le départ qu'il n'y a que son parti qui a un programme et qui est à même d'apporter le changement au Burkina Faso. Et tenez vous bien, le professeur Laurent BADO ne demande que 30 mois pour apporter le salut aux burkinabè. Le premier acte fort que le candidat à la municipalité de Boulmiougou dit prendre s'il est élu, c'est de récupérer toutes les parcelles et procéder à une redistribution juste. Sur le programme général, le professeur souligne que le parti s'assigne comme premier objectif de sensibiliser, conscientiser et responsabiliser le peuple. Et le changement consistera en



Bado Laurent

l'abandon des modèles de développement occidentaux qui ont montré leurs limites pour une

voie originale. Cette voie aura comme rail nos bonnes valeurs africaines, la locomotive sera

l'agriculture et l'élevage, et les wagons seront l'industrie et le social. Plus loin il ajoute que la politique, « c'est les idées » et bien que le PAREN ne soit pas nanti financièrement il est milliardaire d'idées. La preuve, la troisième voie qu'il prône mettant l'humain au centre de toute politique a eu un écho favorable jusqu'en Europe avec les altermondialistes et aux USA avec le mouvement des indignés. Il n'a pas manqué de déverser sa hargne sur ceux qui ne cessent de le traîner dans la boue, l'accusant entre autres d'avoir pris 30 millions avec Blaise. « Le jour n'est pas plus pur que le fond de mon cœur » a-t-il déclaré en concluant son laïus sous un tonnerre d'applaudissements de l'assemblée constituée essentiellement de jeunes ■

Hamidou TRAORE

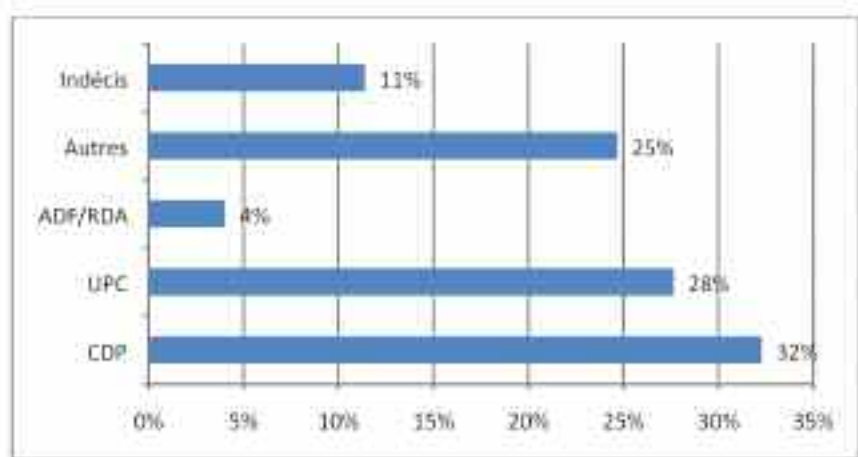
SONDAGE À MI PARCOURS

A propos des messages des partis

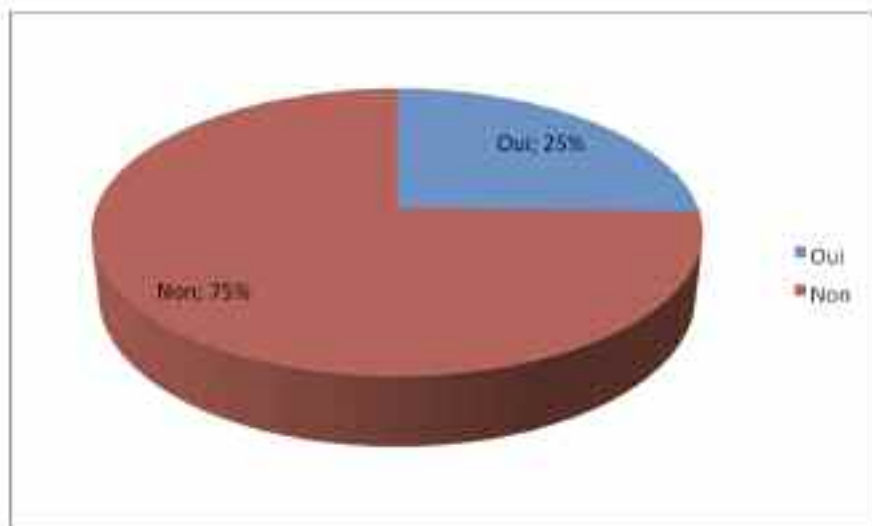
La réception du message politique par les populations a retenu notre attention à l'occasion de ce sondage. Le résultat est ahurissant. Très peu de partis semblent vraiment prendre cette question au sérieux. Les sondés n'ont pu aligner les cinq partis que nous leur demandions de citer. Les borgnes aux pays des aveugles, ce sont le CDP et

l'UPC avec loin derrière l'ADF/RDA. Il y a sur cette question beaucoup de lacunes. Les messages politiques ne seraient pas clairs et prendraient peu en compte les préoccupations des sondés. Seulement 25% sont satisfaits. A mi parcours, les partis ont encore le temps de réfléchir à la question

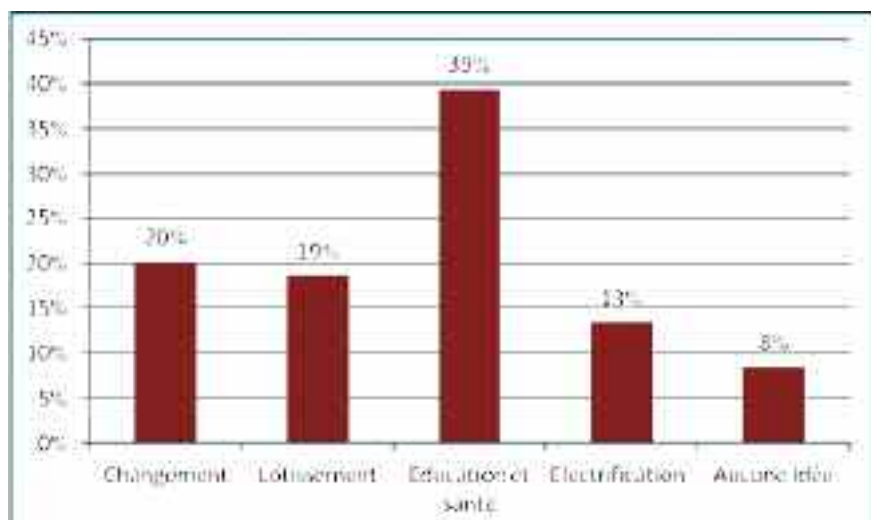
1. En suivant la campagne, quels sont les cinq partis (05) qui vous ont marqués par leur message ?



2. Les messages des partis politiques prennent-ils en compte vos préoccupations ?



3. Lequel des messages prend-il en compte vos préoccupations ?



Le CDP et l'UPC sont dans l'ordre ceux qui s'expriment clairement.

Le sondage a été réalisé dans la ville de Ouagadougou, dans les 12 arrondissements, dans la journée du 24 novembre sur un échantillon de 500 habitants détenteurs de cartes d'électeurs.

Objectif : Mesurer l'impact et la qualité des messages des partis politiques en compétition à Ouagadougou. Le sondage a été administré en trois questions :

Question n°1 : En suivant la campagne, quels sont les cinq partis (05) qui vous ont marqués par leur message ?

Question n°2 : Les messages des partis politiques prennent-ils en compte vos préoccupations ?

Question n°3 : Lequel des messages prend-il en compte vos préoccupations ?

Le résultat est quelque peu décevant. Les sondés n'ont pas été en mesure d'aligner cinq partis, comme nous le leur demandions. Voici les résultats du sondage :

Question n°1 : l'ordre des partis qui ont marqué par leur message est le suivant :

CDP 32%, UPC 28%, ADF/RDA 4%, Autres 27%, sans opinion 11%. Dans la ville de Ouagadougou, le CDP et l'UPC seraient les partis dont on distingue assez bien le message. L'ADF/RDA vient loin derrière.

Mais il faut tenir compte des sans opinions et des insatisfaits qui font 38% des sondés. Pour ceux-là, les messages des partis manquent de clarté. A côté des sans opinion (11%), 27% des sondés ne sont pas en mesure de se représenter les messages. Sur quel message les partis battent-ils campagne ?

Le CDP sur son bilan et l'UPC sur le désir de changement. Mais comment ces messages sont-

ils déclinés ? C'est là sûrement le problème. Quand le CDP parle bilan, le positif est tarabiscoté par le passif. L'habileté aurait consisté à trouver le moyen de faire la balance au profit du positif.

Le problème c'est que cette campagne est arrivée trop tôt, avant que le parti ait pu solder son passif interne né du dernier congrès. Quand le CDP d'aujourd'hui parle, on voit l'ingratitude des « usurpateurs », plus le désavantage d'avoir longtemps géré le pouvoir.

L'UPC prône le changement. Il a été rejoint par tous les partis de l'opposition et même ceux de la mouvance sur ce thème. Pour l'avoir le premier théorisé, le parti devrait peut-être ajuster le message pour mieux le différencier.

Question n°2 : Les messages prennent-ils en compte les préoccupations des sondés ?

75% disent non. Seulement 25% sont satisfaits. Cela semble problématique. Si le message politique est aussi loin des préoccupations des populations ça pose énormément de problèmes. Dans les messages délivrés pendant cette campagne, 25% seulement des sondés s'y retrouvent. Les partis sont interpellés. Il faut qu'ils recentrent le message.

Question n°3 : Lequel des messages prend-il en compte vos préoccupations ?

Dans l'ordre les avis sont les suivants : 39% sont satisfaits des messages sur l'éducation et la santé, 20% sur ceux traitant du changement, 19% sur les questions de lotissement et 13% sur l'électrification. Il n'est pas impossible que cet ordre soit celui des priorités des sondés. On peut dire que les sondés de Ouaga sont sensibles aux quatre préoccupations déclinées ci-dessus. Le problème de l'éducation, de la santé et dans une perspective de changement de gouvernance politique, peut-être même du personnel politique.

Le lotissement et l'électrification restent aussi des préoccupations, probablement pour les populations des arrondissements périphériques ■



Jeudi 29, sondage spécial sur les intentions de vote et les projections de sièges de députés à Ouaga et à Bobo

SIMON COMPAORÉ

Un de mes regrets : «n'avoir pas réussi à chasser les «bordels» de Ouaga»

Par Wilfried BAKOUAN

Simon fait ses tournées d'adieu. L'Événement a eu le privilège de l'accueillir le 23 novembre à 18 heures. L'homme Simon, toujours égal à lui-même et visiblement heureux de l'excellente « sortie » qui l'attend et qu'il a préparé avec application. Mais Simon, c'est un Diesel, démarrage lent, mais quand il est lancé, l'arrêter devient problème. En tout cas, c'est une belle soirée que nous avons passée avec, le bientôt ex maire de Ouaga.

D'abord c'est lui qui prend la parole, pour faire l'historique de la Décentralisation. On voit bien qu'il n'est pas bon dans cet exercice. Mais quand vient le moment de parler de l'action communale, alors là, on retrouve l'homme, comme en lui-même.

Avec les étudiants de Zogona ? Ça n'a pas été le parfait amour pendant les 17 ans de sa mandature. Ces jeunes qui lui ont régulièrement brûlé son « goudron ».

Et il explique comment, pendant le premier mandat, il est allé durement négocier avec l'agence française de développement pour réfectionner et prolonger le boulevard Charles De gaulle.

Pendant les crises universitaires, malgré les risques, il est souvent allé sur les lieux, constater les incendies du goudron, qu'il a fait éteindre et se désoler de la destruction des feux tricolores. «J'aurais pu me faire tuer, avec une pierre sur la tête. Mais c'était plus fort que moi. Il fallait que j'aie voir ».

Puis actualité oblige, il s'arrête sur l'affichage anarchique dans la ville. « il y a deux jours, à 4h30 mn du matin, je venais au bureau. Au rond-point de la bataille du rail, j'ai vu que les gens avaient badigeonné tout le monument et collé partout des affiches. J'ai pas pu tenir. Je suis descendu et je me suis débrouillé pour monter, sur le monument (il a toujours ses béquilles). Quand les femmes qui balayaient la rue m'ont vue, elles sont venues m'aider à arracher les affiches... ».

Nous lui faisons remarquer que c'est parce que les affiches n'étaient pas celles du CDP, qu'il s'est mis en rogne ? Il hésite un moment puis : «Justement c'était des affiches CDP... »

L'occasion d'aborder la campagne actuelle. Qu'est-ce que ça fait à Simon, hyper actif qui a été de toutes les campagnes depuis 1991 d'être aujourd'hui à la touche ? « Je ne suis pas responsable de la campagne, mais je participe. C'est pourquoi ma voix est enrôlée. Je viens juste de prendre la parole à un meeting et j'ai rendez-vous avec les jeunes de mon



Simon Compaoré tenant le livre d'or de L'Événement qu'il vient de signer

quartier. Je souhaite que mon parti gagne ».

Que deviennent vos camarades Roch et Salif ? « On se voit et on se téléphone. Salif lui, il voyage beaucoup, mais Roch est là ».

Où en êtes-vous avec le Front de refus CDP ? « (hésitation), rire... »

Simon Compaoré est revenu longuement sur l'épisode de la Cour des comptes qui a épinglé les travaux de réfection de l'hôtel de ville. « Cette mise en cause m'a fortement blessée ». Puis il explique par le menu, comment il s'est résolu à réfectionner l'hôtel de ville, après une visite que le président Jerry Rawlings a rendu à la mairie. C'était à la première législature.

Le bâtiment était dans un état piteux. « Je me suis dit, ce bâtiment n'est pas digne d'être la maison commune, d'une cité capitale ». A propos de la Cour des comptes, il pense qu'il faut revoir les procédures, en ce qui concerne les collectivités. « les

procédures de l'Etat central sont longues, lourdes et inadaptées ».

Malgré tout il fallait faire la réfection de l'hôtel de ville « Je suis fier, parce que je ne vais pas transporter cet hôtel de ville à Gounghin (NDLR : son quartier).

De tout ça, il a promis s'expliquer plus longuement, lors des points de presse, dont il a déjà imaginé les formats.

Ce Simon là, nous manquera, incontestablement. C'est le plus heureux de la quatrième République.

Il nous a quand même confié les deux regrets de sa mandature : « n'avoir pas réussi à mettre de l'ordre dans les pompes funèbres et n'être pas parvenu à éradiquer les bordels ».

De L'Événement à qui il a rendu visite, pour la première fois, il a été élogieux. Germain lui a bien rendu la pareille. Tout notre combat vise à l'avènement et à la banalisation de telles occurrences dans notre pays ■

Simon dans le livre d'or du journal

Ce fut un grand plaisir pour moi d'être reçu par les responsables du journal «L'Événement» qui participe depuis un certain nombre d'année à l'animation de la vie politique, économique et sociale au Faso. C'est un journal qui s'intéresse à la vie municipale et qui a contribué à la moralisation de la vie publique. Au moment où je tire ma révérence de la mairie de Ouaga, je dis merci à l'Événement. Bonne continuation !

Simon COMPAORE,
mairie de Ouaga

Les potins

La sérénité a-t-elle quitté le CDP ?

Assimi Kouanda, dans une réunion de quartier à Zogona, son fief, se serait montré alarmiste. A propos de l'UPC, il a prévenu ses ouailles : «si vous ne vous levez pas, l'UPC va tout prendre vous laisser». A Ouagadougou, l'UPC est devenu la hantise du CDP. Preuve que la sérénité a déserté le parti de François Compaoré, une escouade d'arracheurs d'affiches UPC a été constituée. Un groupe de jeunes, avec à leur tête, le fils de Kouanda Assimi, est dédié à arracher les affiches du parti de Zeph. L'affaire est vraiment sérieuse. Le PoéNaaba Tanga, ministre de sa majesté, deuxième tête de liste à Ouaga, déplore et met cela sur le compte de la panique qui se serait emparée du camp d'en face : « Cette situation est, de mon point de vue, normale parce que des gens, sentant la victoire leur échapper, font des pieds et des mains, usant même de ces méthodes inadmissibles, pour garder le cap. Mais nous donnons la consigne aux jeunes de garder leur calme et ne pas céder à la provocation » ■

Achat de cartes d'électeurs

Au cours de son intervention, le directeur national de la campagne de l'UPC a lancé un appel à la vigilance. Il y a dit-il une nouvelle fraude en marche. Des individus sillonnent des secteurs favorables à l'UPC pour acheter des cartes d'électeurs. Il faut refuser de vendre vos cartes a-t-il dit pour si peu car c'est votre avenir et celui de vos enfants qui est en jeu. Il ne pouvait pas parler plus à propos car à peine avons-nous quitté le meeting que des individus se présentent à nous pour nous demander si c'est ici qu'il faut remettre les cartes d'électeurs. Un d'entre eux nous a fait savoir qu'il est inscrit dans son village et nous demande les moyens pour aller voter. Nous sommes des journalistes lui a-t-on dit ! Misère quand tu nous tiens !

L'Événement

MALI

Le Mujao fait la nique au médiateur Burkinabè

Par Newton Ahmed BARRY

Pendant près d'une semaine, Ançar Dine et la médiation burkinabè se sont répandues en bonnes résolutions. Le Mujao, le honni des discussions, a balayé d'un revers de la main, toutes ces bonnes paroles. En kidnappant un français, le 20 novembre à Diéma, une ville très loin de ses bases, le groupe islamiste a ruiné les laborieux efforts de Ouagadougou.

Ouagadougou se coltine deux canards boiteux de la crise au Nord Mali. Le MNLA qu'il veut bien remettre en scelle et Ançar Dine qu'il voudrait éloigner des « islamistes ». Problème, les deux ne semblent pas avoir un poids réel sur le terrain.

Ançar Dine est une organisation dirigée par le malien Iyad, mais la zone qu'il administre (Tombouctou, Kidal et les régions plus au nord), n'est pas réellement sous son contrôle. Ce sont les éléments d'AQMI, dirigés par Abou Zeid, le consul de l'organisation Islamiste au Maghreb, qui sont les vrais maîtres des lieux. Ançar Dine et Iyad sont des paravents. Ils jouent aujourd'hui, le rôle qui avait été celui du MNLA durant le premier trimestre de 2012, avant de se voir chasser par le Mujao, quand il a commencé à se prendre trop au sérieux. Le dévolu jeté, depuis un certain temps sur Ançar Dine, par la médiation burkinabè et la communauté internationale fait courir le même risque à cette

organisation et à son premier responsable. L'Etat malien n'existe quasiment plus en dehors de Bamako, et même là ? Que le Mujao réussisse une opération d'enlèvement d'otage depuis Diéma, une ville aussi éloignée de sa base, est significatif.

Peut-être faudra-t-il franchir le Rubicon !

La médiation Burkinabè voudrait bien prendre langue avec les vrais maîtres du Nord, mais elle est tenue par les scrupules de la communauté internationale, qui a décrété qu'il ne faut pas négocier avec les « terroristes ». Par le biais de Ançar Dine, des contacts sont noués avec le Mujao.

Ce qui avait permis d'exfiltrer les premiers responsables du MNLA vaincus en mai dernier par le Mujao et réussir la libération, contre rançon, d'un otage occidental détenu entre temps par la même organisation. Dans les deux cas, c'est par l'intermédiaire de Iyad Ag Ghali, que les négociations ont été menées. Il apparaît évident que rien ne peut

se faire dans cette zone sans les deux organisations Mujao et AQMI, des islamistes certes, mais les seuls qui ont un pouvoir réel. Les organisations touaregs, MNLA et Ançar Dine n'ont aucune maîtrise du terrain. Si on veut négocier, il faudra faire l'option réaliste. C'est là d'ailleurs un point de friction avec Bamako. Les maliens ne veulent entendre parler ni de MNLA ni d'Ançar Dine. Ils leur en veulent d'avoir introduit la

peste dans la « famille ». Pour Bamako et peut-être contre l'avis de la communauté internationale, la guerre devrait commencer contre le MNLA.

Pour l'instant les maliens n'ont pas les moyens de leurs ressentiments. Alors ils traînent le pas, le temps que leur armée, qui serait actuellement dans un piteux état, selon les experts militaires occidentaux, relève l'échine ■

7^e otage français au Mali

L'enlèvement de Gilberto Rodrigues Leal, 61 ans, dans la ville de Diéma, dans le sud-ouest du pays, près de la frontière mauritanienne, porte à 7, les otages français détenus par les islamistes du nord Mali. Les otages d'AREVA sont entre les mains du groupe de Abou Zeid, le consul d'Aqmi auprès du Mujao. Autant dire que Gilberto Rodriguez Léal est dans la même Katiba que les quatre français d'AREVA ■

L'état de l'armée malienne inquiète

De l'avis des experts occidentaux, l'impréparation de l'armée malienne est effrayante. Pour la remettre sur pied, il ne faudra pas moins de six mois, selon les résultats d'une expertise occidentale menée récemment à Bamako et à Sévaré. Dans leur débandade, les militaires maliens ont abandonné à l'ennemi près des ¼ de leurs matériels. Les plus optimistes pensent donc, qu'une intervention, qui auraient pour fer de lance les troupes maliennes, ne peut être possible, au plus vite qu'en juin/juillet 2013 ■

rapprocher le savoir-faire artistique des publics, d'aider à la constitution d'un marché des Arts en Afrique, de soutenir l'intégration administrative et économique des peuples à travers la circulation des artistes. En plus, l'éducation artistique et culturelle en Afrique consistera à cultiver chez l'Africain les valeurs de solidarité, de dignité, le sens du bien commun, la fierté d'être africain et la conviction que l'homme noir est bel et bien entré dans l'histoire et par la grande porte ■

Hamidou TRAORE

FITMO/FAB 2012

Revivifier la culture Africaine

La 13^e édition du Festival International de Théâtre et de Marionnettes de Ouagadougou/ Festival des Arts du Burkina a ouvert ses portes ce jeudi 22 novembre à l'Espace Culturel Gambidi. Placée sous le signe de l'hommage au Professeur Jean Pierre GUINGANE, elle se voulait être le creuset de réflexion sur une stratégie efficace de revivification de la culture africaine.

Notre époque est, sans doute, marquée par une crise de civilisation qui est le résultat d'une crise de culture. Le monde contemporain est caractérisé par le nivellement culturel, conséquence de la dépendance économique ou politique des pays en voie de développement par rapport aux pays développés. Les Etats africains illustrent parfaitement cette situation au point où certains occidentaux se demandent si

l'Afrique a une culture. C'est pour revivifier la culture africaine et lui accorder la place qu'elle mérite que les promoteurs du festival ont choisi comme thème de cette édition « Education artistique et développement culturel en Afrique ». Ainsi donc il sera question en aval d'œuvrer à favoriser la professionnalisation des artistes, la circulation de l'expertise artistique de l'Afrique en Afrique et en amont de

ONATEL

La grosse colère des travailleurs

Le SYNATEL, le syndicat des travailleurs de l'ONATEL-SA, (société de téléphonie contrôlée depuis sa privatisation par Maroc-Telecom) accuse la direction de l'entreprise, de « manquer de sérieux ». La direction, essentiellement, des hommes de Maroc-Télécom, pratiquerait aux yeux du syndicat la

politique du « deux poids deux mesures » dans le traitement des travailleurs.

Les expatriés marocains qui ont des conditions avantageuses de travail, pourraient bientôt prendre la place des locaux. Or dans les dispositions qui ont régi la privatisation, ces experts devraient former les locaux et se retirer. Mais voilà qu'ils sont

maintenant intégrés dans l'organigramme de l'entreprise.

Le SYNATEL, pour montrer le caractère inacceptable de cette affaire, évoque le précédent de Vivendi qui a acheté Maroc-télécom. Les experts français ont formé les marocains et se sont retirés. Les experts marocains, par contre, veulent s'installer à l'ONATEL, privant les locaux

burkinabè, des promotions qu'ils étaient en droit d'espérer. Le syndicat accuse la direction marocaine de l'ONATEL de faire de « l'usufruit » avec l'entreprise et ne pas se soucier de son développement. Pour preuve, actuellement pour le dépannage, il y aurait un seul véhicule.

La direction refuserait aussi aux travailleurs locaux des droits acquis, notamment la prime d'ancienneté. La colère est grosse à l'ONATEL et c'est en masse que les travailleurs sont venus à la bourse de travail, écouter la conférence de presse donnée par leur syndicat, le samedi 23 novembre dernier. Ils menacent d'utiliser tous les

moyens légaux pour se faire entendre. La précédente grève, en 2011, à l'ONATEL avait été très dure. Il avait fallu l'intercession du gouvernement pour que les travailleurs reprennent le boulot. Le SYNATEL pense justement avoir été floué : « Le gouvernement qui a joué les médiateurs nous a dit que tous les points ne pouvaient pas être résolus immédiatement. Nous nous sommes donc accordés sur une plateforme minimale que l'entreprise devait mettre en œuvre progressivement. Mais nous constatons que c'était une ruse de la direction pour gagner du temps et de faire du dilatoire... » ■

BW

DROIT DE REPONSE

Nous avons dans l'article intitulé « Les ennuis du général Honoré : Comment dans le wourouwou il est devenu chef d'état-major général des armées », fait un parallèle avec le cas du commissaire divisionnaire Paul Sondo, ex DGPN. Dans les lignes qui suivent, ce dernier a décidé d'exercer son droit de réponse.

Faisant suite aux informations diffusées dans certains organes de presse et particulièrement par votre journal plus précisément dans Son numéro 245 du 10 Novembre 2012 je voudrais saisir l'occasion pour vous faire part de ce qui suit :

Je porte un démenti formel sur mon implication directe ou indirecte dans les mutineries qui ont eu lieu les 27 et 28 avril 2011 à la police nationale. Je défie quiconque qu'il soit de la police ou non et pouvant apporter la preuve de ces allégations à le faire.

Je suis un commissaire de sécurité publique dont la mission essentielle est de prévenir, faire en sorte que l'ordre public ne soit pas troublé. Cela se fait par des actions de médiation, de facilitation et de modération lorsque qu'une crise menace de naître ; et je crois avoir toujours joué ce rôle dans la mesure de mes capacités humaines au cours de ma carrière. En principe le bon policier doit travailler à éviter la répression qui est principalement de la compétence du judiciaire.

Interpréter autrement cette attitude d'un officier de police c'est faire preuve d'ignorance de ses missions fondamentales.

Aussi, cette attitude devrait être encouragée dans toute société humaine où pourraient naître des crises par l'action de frottement entre les hommes. Dissuader cet élan de médiateur ; de réconciliateur me paraît dangereux pour une société qui fait de la paix une quête quotidienne. Considérant que les auteurs de ces fausses accusations ne sont que de simples détracteurs qui font du mensonge leur vertu et leur arme de manifestation de la haine, j'invite les personnes honnêtes à maintenir la vérité comme règle de vie pouvant garantir à tout le monde la paix et la quiétude.

Pour ma part je reconnais seulement la version du gouvernement suite à mon remplacement à la tête de la direction générale de la police nationale il y'a neuf mois de cela et qui est le souci de dynamisation des services de police. Je vous remercie et vous prie de diffuser cette note comme droit de réponse ■

Ouagadougou le 23 Novembre 2012-11-23.

Paul Sondo
Commissaire divisionnaire
de police. Ex DGPN

Alimata Ouattara, la dame de fer

Elle a décidé de se lancer en politique sans doute instruite par ses cinq années passées à la tête de la CIL. Cinq années pendant lesquelles elle s'est forgé une philosophie de la vie. On ne sort pas d'une telle épreuve sans avoir appris de la vie affirme t elle. La politique est un autre front pour le combat des femmes pour cette militante de l'Association des femmes juristes. Alimata Da, épouse Ouattara est de la nouvelle cuvée des femmes leaders promues par la nouvelle direction du CDP. Elle arrive cependant à un moment où être candidate CDP n'est plus forcément le sésame qui conduit à l'Assemblée nationale. Sur le terrain, 11 partis se disputent seulement deux sièges. Elle est la seule femme tête de liste dans la faune partisane. En face, il y a



L'Événement

l'incontournable UPC qui fait liste commune avec les hommes de Touré Soumane. Mais cela ne l'effraie guère, décidée qu'elle est à

mouiller le maillot. Elle est chaque fois partie tôt le matin. Pas facile de couvrir les 55 villages de la province avec des routes cassées par

les eaux de pluie. Alors, on se partage les tâches. Elle garde pour elle et en priorité, les chef-lieux de commune où elle préside les meetings de son parti, le CDP. Mais pas seulement. Elle fait aussi du porte-à-porte dans les secteurs mais aussi dans les villages environnants de Batié, le chef-lieu de province. A partir du 26, ce serait le tour des villages éloignés. Il faut en effet passer après les équipes pour dit-elle parfaire le travail et inverser les tendances défavorables. Benoit Kambiré, un ancien parlementaire, veille au grain. Il est de toutes ses sorties, lui le grand frère et l'homme d'expérience. Dans le Nounbiel, la campagne se joue sur les thèmes tels que l'eau et les routes, thèmes apparemment difficiles pour le CDP qui doit répondre d'un bilan plus que maigre

GBN

Karidia Zongo, candidate UPC sur la liste nationale

Ingénieure hydrogéologue, Kadiatou Zongo née Yanogo est à sa première campagne électorale en tant que candidate. Pour autant, elle n'est pas une nouvelle venue dans la politique. C'est en 1990 qu'elle a décidé d'entrer en politique avec l'ADF de Hermann Yaméogo. Après sept ans de militantisme, elle dit avoir arrêté la création de son bureau d'études en hydraulique et assainissement. Pourquoi son engagement en politique ? La volonté de résoudre une contradiction. Venant du milieu associatif où son discours encourageait l'engagement politique, il était difficile d'expliquer sa posture de retrait. D'où son engagement. Malgré son engagement, elle dit continuer ses activités associatives. L'essentiel dit-elle, c'est de ne pas mélanger les cadres. Nous l'avons rencontrée au sortir d'un meeting de l'UPC au 12^{ème} arrondissement de Ouagadougou. Une entrevue sap



L'Événement

sap puisqu'elle était en partance pour un village du Kadiogo où l'attendaient des militants UPC. Rappelons que, en termes de genre, le bureau politique de l'UPC compte 9 membres dont trois

femmes soit plus de 30%. Aux élections législatives, l'UPC présente 230 candidats dont 181 hommes (78,7%) et 49 femmes (21,3%). 97 hommes sont titulaires contre 18 femmes titulaires. Une

femme est tête de liste et sept femmes occupent la deuxième place. Le genre fait donc son bonhomme de chemin à l'UPC

GBN

UNIR/PS AU GOURMA

«Pas un pas sans la femme»

A Namougou, un village du Gourma situé à 30 km de Fada sur la nationale allant au Niger, Me Bénwendé Sankara est venu soutenir ses camarades. A l'occasion, un thème favori du sankarisme a été remis au goût du jour.

Comme au temps de Thomas, la femme a été magnifiée à Namougou. Ça tombe bien, c'est une femme qui est positionnée par l'UNIR/PS pour briguer la mairie de Fada. Blandine Bèogo/Bombiri est candidate pour défendre la cause des femmes. «Je suis moi-même enseignante et si je vois la manière dont les femmes souffrent, cela me chagrine» a-t-elle dit. Elle est candidate au poste de conseiller au secteur 11 de Fada



D.R.

et 2^e titulaire pour ce qui est des législatives. Pour Namougou, le slogan traditionnel du parti «pas un pas sans le peuple» a été adapté pour devenir «pas un pas...» l'assistance répond «...sans la

femme». L'autre moitié du ciel est donc à l'honneur et le président du parti n'est pas peu fier de le rappeler : L'UNIR/PS a positionné, en effet, «35% de femmes sur la liste des candidatures aux

législatives» et trois d'entre elles sont «tête de liste» dans les provinces du Zoundoma, du Zoundwéogo et de la Léraba. C'est peut-être pas «arrivé», mais pourquoi s'en priver, pour développer et s'approprier la rhétorique du père de la révolution burkinabè : «Si on veut le développement il faut libérer la femme» en lui offrant un cadre «pour s'émanciper». Et l'UNIR/PS offre ce «cadre idéal» pour que «la femme puisse se battre à nos côtés et mériter sa place. Il s'agit d'un cadre où elle prend ses responsabilités. Il ne s'agit pas de prendre un décret et dire que la femme est émancipée alors que son statut reste toujours celui de la femme souffre-douleur».

Souignons au passage que l'Union pour la République (UPR), quant à elle, était le 22 novembre dernier à Kouaré, à 15km de Fada pour mobiliser ses militants et sympathisants

Basidou KINDA

LES FEMMES FRUSTRÉES DU YATENGA Le Mic Mac des législatives au Yatenga

Le pincement au cœur nous oblige à écrire pour louer les actions de cette femme si courageuse et dynamique que le CDP du Yatenga a laissé pour compte sur la liste des candidats. La question que nous nous posons est de savoir si les dirigeants CDP du Yatenga veulent des gens qui travaillent pour le peuple ou pas ?

Madame Nougara mérite d'être sur la liste des candidats au vu de tous les efforts qu'elle a fournis depuis tant d'années pour venir en aide aux populations du Burkina. Depuis les premières heures de l'ODP/MT jusqu'au CDP elle a beaucoup milité pour ce parti politique auprès de son père feu Samb-Naaba du Yatenga.

C'est une femme battante et connue de tous par ses actions humanitaires. La construction d'un CSPS à Ouahigouya a été appréciée par la population du Yatenga, Elle a réalisé en 2011 la construction de 40 latrines pour deux secteurs à Ouahigouya, bien avant que le gouvernement ne décide d'en faire autant. Elle a été à l'origine du parrainage scolaire de jeunes filles depuis 2007. Elle a fait des dons de moulins à grains pour aider les femmes dans leur labeur quotidien. Chaque année elle fait des dons de fournitures scolaires à des écoles.

Elle a été à l'origine du dépistage du cancer du col de l'utérus au Yatenga réalisé par le club tigré dont elle est la présidente. Grâce à ce dépistage, la vie de nombreuses femmes a été sauvée.

Elle a réconcilié les jeunes du Yatenga avec leur frère BADINI et réinstauré la coupe de l'espoir qui fait la fierté du Yatenga. Ce geste a été apprécié par toute la population Burkinabè à travers les radios et les mass médias. Elle a été bénie pour cette action salvatrice qui a contribué à aider les jeunes du Yatenga à se réconcilier. N'eût été cette médiation, il n'y aurait pas eu de coupe de l'espoir cette année.

Une grande maternité départementale bien équipée a été construite à Samba dans la Province du Passoré. Dans le même département, des forages ont été réalisés avec adduction d'eau pour le centre médical. Un moulin à grains et un centre d'accueil ont été offerts aux femmes pour lutter contre la pauvreté. Parrainage d'enfants en difficultés à l'école primaire et collège de Samba. Plus de 2000 actes de naissance pour les enfants etc.

Toutes ces actions humanitaires ont été possibles grâce à l'appui de partenaires Suisses, Français et Burkinabè de madame Nougara.

Elle a été félicitée par sa Majesté le MORO NABA pour ses bonnes actions au Centre Médical de Samandin lors des cercles d'Or. Elle a été décorée de la médaille du mérite par le Gouverneur du centre en 2006 et par le Ministère de la Santé.

Des femmes comme Madame Nougara Gnoné/Zoromé méritent non seulement d'être encouragées mais aussi récompensées. C'est donc la raison pour laquelle nous pensons qu'elle devrait faire partie de la liste électorale au Yatenga.

Qui d'autre l'aurait mieux mérité ?

Madame Nougara, Nous vous souhaitons beaucoup de courage et de détermination dans vos entreprises à venir. Le peuple Burkinabè vous sera éternellement reconnaissant

Un groupe de femmes du Yatenga